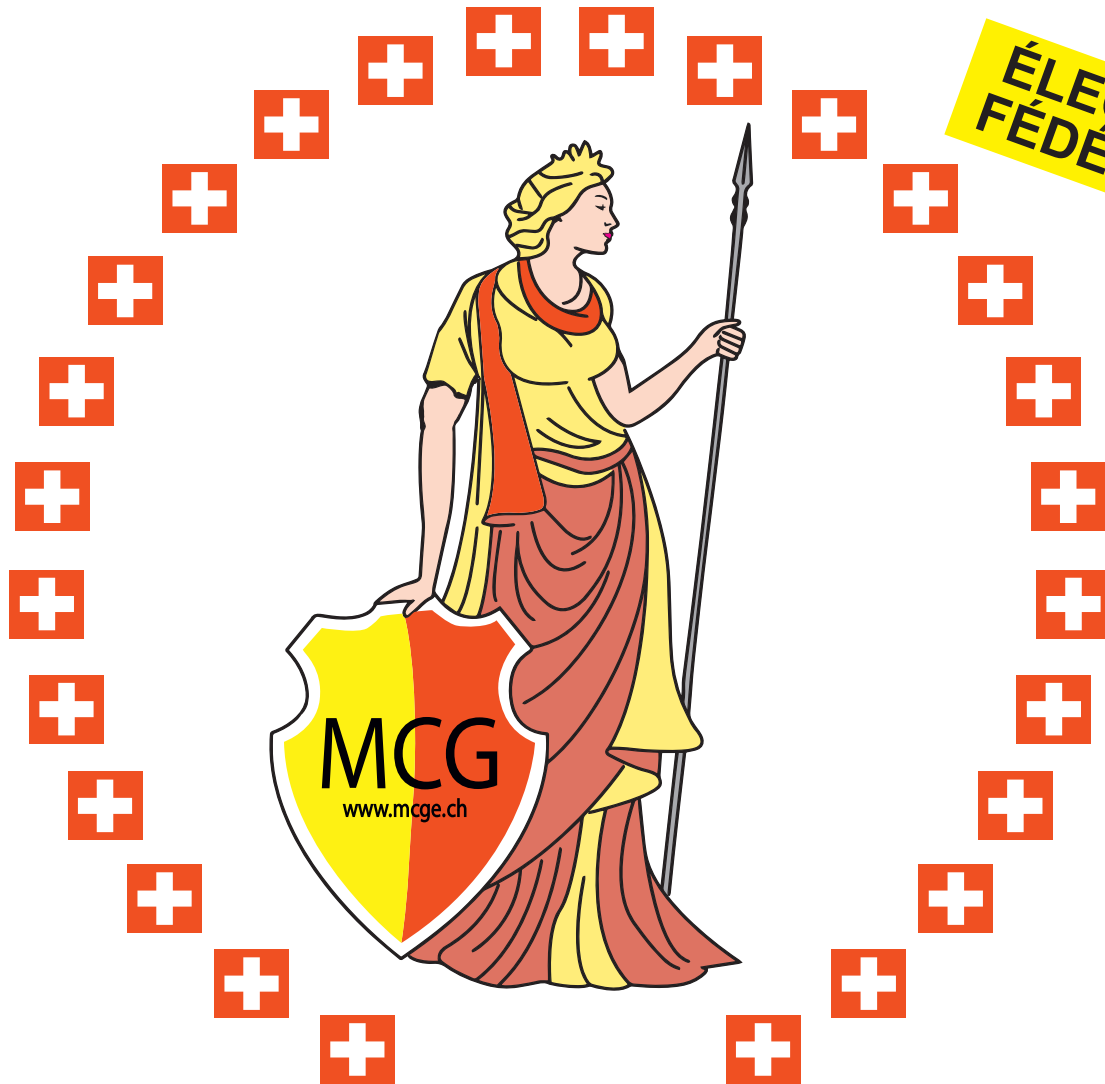


Vous méritez mieux

Soutenez le MCG qui veille à défendre vos intérêts!



POST TENEBRAS LUX

Après les ténèbres, la lumière du MCG!

**Rentes vieillesse/AVS - Assurance-maladie
Frontaliers/chômage - Union européenne**

**VOTEZ MCG
POUR DES GENS INTEGRES**

EDITORIAL

Le MCG, votre ambassadeur à Berne

En tant que citoyen, en parallèle de ma fonction de président du MCG, je suis affligé de constater que les scandales ne cessent de défrayer la chronique.



La nouvelle affaire de transfert d'argent sur le compte privé d'un conseiller d'Etat démontre à quel point il est nécessaire de veiller à élire des gens qui n'ont pas une proximité trop importante avec des groupes d'intérêts, afin de préserver la sincérité de chaque vote qui a lieu dans les différents parlements de notre pays et surtout en la plus haute instance législative de notre pays, qui est l'Assemblée fédérale.

Pour ces raisons, je vous invite à soutenir les candidats du MCG pour les élections fédérales. Notre préoccupation est de défendre les intérêts des citoyens de notre canton, en étant éloignés de tout intérêt particulier.

Notre programme répond en grande partie à vos attentes et notre Mouvement reste optimiste quant à l'avenir de notre canton. Pour cela, il faut des candidats élus intègres et au service des citoyens avant tout.

Nous comptons sur votre soutien pour que le seul parti politique purement genevois puisse vous représenter en nombre sous la coupole fédérale.

D'ores et déjà, je vous remercie de la confiance que vous nous accordez.

Francisco VALENTIN
Président du MCG

Assurance-maladie, frontaliers, lobbyistes, rentes vieillesse/AVS, chômage, Union européenne, scandales politiques

Comme nous vous en avez marre !

La liste des préoccupations des Genevois ne fait que de s'allonger. Rappelez-vous! Le MCG était le premier parti à dénoncer les hausses incompréhensibles de l'assurance-maladie qui aujourd'hui grèvent les budgets des ménages et mettent de nombreuses personnes dans la précarité. Alors que les autres partis politiques riaient de nous sur ce sujet aujourd'hui ils cherchent à faire croire qu'ils s'attaquent au problème. Pourtant ils auraient les moyens, avec un peu de volonté, de changer la situation actuelle.

Le MCG continue son combat

Il en est de même avec le problème des frontaliers et la préférence cantonale que nous exigeons. Là aussi, ils en parlent du bout des lèvres au moment des élections, sans intention d'améliorer une situation catastrophique. Ils en restent au stade du blabla. Malheureusement, des milliers de Genevois se retrouvent au chômage ou à l'aide sociale à cause du laxisme de politiciens qui n'écourent pas la population. En revanche, le MCG continue son combat pour défendre les résidents genevois à la recherche d'un emploi. La préférence cantonale est l'une de nos toutes grandes priorités.



Le MCG sonne l'heure du réveil

S.O.S des rentiers AVS !

Nous pouvons rajouter à cette liste le problème des rentiers AVS qui reçoivent des montants insuffisants, certains devant s'expatrier pour vivre plus dignement dans des pays où le coût de la vie est plus bas. Nous n'admettons pas les baisses de prestation qui sont imposées aux rentiers. Nous n'admettons pas non plus que l'on veuille augmenter l'âge de la retraite, alors que les travailleurs de plus de 50 ans sont trop souvent licenciés en raison des charges patronales obligatoires dans le deuxième pilier.

Aussi, beaucoup de nos problèmes de société trouvent leur source dans les politiques imposées par l'Union européenne ou prises sous l'influence des lobbyistes des milieux économiques.

Il est temps de soutenir davantage le MCG pour augmenter sa force de frappe.

Un scandale en chasse un autre

Qu'est-ce qui fait tourner la tête à nos élus dans les exécutifs genevois?

La toute dernière affaire qui secoue Genève - c'est-à-dire un conseiller d'Etat qui se fait verser une somme importante sur son compte bancaire personnel par une entreprise privée - est la démonstration qu'un malaise profond se développe quant à l'intégrité de nos élus qui siègent dans les exécutifs cantonaux.

Bis repetita...

L'affaire n'étant pas encore jugée, nous ne nous permettrons pas de «couper la tête» de manière arbitraire à cet élu PDC. En revanche, nous dénonçons l'attitude de ce parti qui banalise cette affaire comme s'il était parfaitement normal de recevoir ce genre de «cadeau» et de tout mettre sur le compte d'une erreur d'appréciation. Nous ne sommes pas dupes.

Rappelons que c'est le même argument qui a été avancé dans la défense d'un autre élu (à la fois conseiller administratif et conseiller national) du même parti qui confondait sa carte de crédit personnelle avec celle de la Ville de Genève. Cette affaire est également en mains de la justice.

Aux contribuables de payer!

Malheureusement, ce parti n'est de loin pas le seul à se comporter de la sorte, puisque d'autres conseillers administratifs (Ensemble à gauche, Verts, PS) se sont faits remarquer pour des dépenses indues sur le compte des contribuables de la Ville de Genève.

Au niveau cantonal, reste encore l'affaire Maudet, qui a défrayé la chronique et que chacun connaît. Cela pose un problème institutionnel profond. C'est pour cela que nous appelons les Genevoises et les Genevois à sanctionner ces pratiques. En effet, leur banalisation n'est plus acceptable.



Genève mérite mieux

Ces élus de tous les échelons politiques du canton donnent une piètre image de notre canton soit à Berne soit sur le plan international. Genève mérite mieux.

Nous pensions, lors du dernier numéro du Citoyen (septembre 2019) que nous avions touché le fond mais, hélas, ce n'est pas le cas. Les affaires se succèdent. Il est temps de sortir de ce marasme et de redorer le blason de Genève.

LE CITOYEN Septembre 2019 **MCG**
JOURNAL DU MCG - MOUVEMENT CITOYENS GENEVOIS www.mcg.ch

Vous en avez marre de voir Genève à la dérive

Champagne
Restaurants privés
Hôtels de luxe
Bar à filles
Taxis
Habits
Vacances
Crème solaire

Ce que nous ne voulons plus voir:

- des élus qui utilisent de l'argent public pour des achats privés.
- des élus aux ordres des lobbys privés sans tenir compte de l'intérêt public.
- des élus qui prennent les citoyens pour des imbéciles

VOTEZ MCG
POUR DES GENS INTEGRÉS

Mauro Poggia: «Le MCG doit être présent à Berne»



Genève n'est assurément pas un canton comme les autres. Il n'y a aucune arrogance à l'affirmer. Cela relève avant tout d'un constat que tout observateur honnête se doit de faire. Son rôle tant au niveau national qu'international n'est plus à démontrer. Non pas une supériorité à l'égard de quiconque, mais une spécificité qui doit être entretenue, tant elle est sa force, au niveau politique, culturel, économique, et financier notamment.

Les partis politiques représentés au Conseil National s'efforcent quant à eux de gommer les identités cantonales de leurs membres, pour ne faire ressortir qu'un dénominateur commun, conforme à la ligne nationale du parti. Ainsi, les élus genevois des grands partis nationaux sont davantage les représentants de ces derniers que des Genevoises et des Genevois qui les ont élus. Ce n'est pas leur faire injure que de l'affirmer, puisqu'il est constant que les «mots d'ordre» des partis sont systématiquement suivis, même si les intérêts de Genève doivent en pâtir. J'ajouterais même qu'une telle manière de procéder est inhérente au fonctionnement du Conseil National. La situation est quelque peu différente pour le Conseil des Etats, où chaque canton a uniformément deux représentants.

Dans ce contexte particulier, il est donc essentiel que Genève dispose de représentants indépendants de toutes pressions partisanes nationales et dont la seule obédience est dévolue au lobby des citoyens genevois.

Mauro POGGIA

LE COURAGE DES IDEES

Le MCG agit au Conseil national Frontaliers: freiner la hausse par un moratoire



Agissons pour l'avenir de nos jeunes !

Suite à la dernière augmentation de 2,4% du nombre de frontaliers, le MCG demande un moratoire au niveau fédéral. Notre conseiller national a déposé une motion au Conseil national pour que le Conseil fédéral fixe des conditions très strictes dans la délivrance des permis G (frontaliers).

A fin juin 2019, la Suisse enregistrait 323'000 frontaliers, alors qu'il y a plus de 100'000 chômeurs dans notre pays, sans compter les personnes à la recherche d'un emploi, qui échappent aux statistiques.

«Mesurettes» du Parlement

Cette situation démontre à quel point les mesurettes prises par le Parlement suite à l'initiative contre l'immigration de masse (acceptée par le Peuple) n'ont aucun effet. C'est pourquoi le MCG vient de déposer une motion au Conseil national demandant un moratoire de deux ans sur la délivrance des permis G.

Nous entendons subordonner l'octroi de tout nouveau permis à la démonstration par les employeurs qu'aucune compétence équivalente n'a été obtenue en Suisse.

Cette demande s'inscrit tout à fait dans la politique visant à donner la priorité aux travailleurs habitant notre pays et

qui contribuent pleinement à notre essor. Même si le chômage a légèrement régressé, il faut prendre en considération que notre économie se trouve dans une situation prospère mais très fragile. Nous ne sommes pas du tout à l'abri d'une récession qui aurait des conséquences catastrophiques sur l'emploi.

Seul, le MCG

Par conséquent, il est important de continuer l'effort pour la préférence nationale et de diminuer de manière substantielle le nombre encore trop élevé de chômeurs, afin d'anticiper toute crise majeure qui pourrait subvenir. Le MCG est le seul parti qui se bat pour préserver l'emploi des résidents genevois. C'est pourquoi nous comptons augmenter notre présence à Berne. Pensez-y lors de votre choix pour vos représentants aux Chambres fédérales!



Le MCG à l'écoute des Genevois

Les candidats du MCG



Roger GOLAY
Lancy, conseiller national,
ancien maréchal de gendarmerie,
vice-président du MCG

François BÄRTSCHI
Genève, secrétaire général du MCG,
ancien journaliste

Francisco VALENTIN
Plan-les-Ouates, député suppléant,
conseiller municipal, président du MCG



Françoise SAPIN
Meyrin, députée, expert-comptable
diplômée agréée ASR, indépendante

Thierry CERUTTI
Vernier, député, gendarme,
administrateur, ancien maire

Ana ROCH
Vernier, députée, administratrice
d'une PME



Daniel SORMANNI
Genève, député, conseiller municipal,
ingénieur sécurité incendie

Gabriela SONDEREGGER
Carouge, conseillère municipale,
cadre dans le transport aérien

Christian STEINER
Genève, spécialiste en réinsertion
professionnelle, ancien pilote de ligne

Roger Golay à Berne : sérieux, organisé, écouté

Siégeant depuis 2013 au Conseil national, Roger Golay est apprécié par de nombreux parlementaires fédéraux tous bords confondus, par son sérieux et son sens du dialogue. Notre Mouvement n'a reçu que des échos favorables. Il a suivi la ligne politique propre du MCG tout en étant intégré dans le groupe UDC.

En 2013, Roger Golay a eu la lourde charge de remplacer, au Conseil national, Mauro Poggia qui avait été lui-même élu conseiller d'Etat à cette date. En 2015, Roger Golay a été réélu au Conseil national et, depuis, s'est fait sa place au Parlement fédéral.

Sécurité

Actuellement, Roger Golay est membre suppléant du Bureau du Conseil national et également de la Commission de la politique de sécurité de ce même Conseil.

En raison de ses connaissances en matière de sécurité, il a déposé de nombreux textes parlementaires et a pris de très nombreux rapports sur ces sujets pour les proposer au Parlement.

Une large palette

Par ailleurs, Roger Golay ne s'est pas cantonné au seul domaine de la sécurité, bénéficiant d'une longue expérience

politique. Il est intervenu sur de nombreuses thématiques dont l'assurance-maladie, la préférence locale contre l'afflux des frontaliers, l'Union européenne, la défense des personnes en situation de handicap, la gestion financière de la Confédération, la circulation, le chômage, la défense des animaux, etc.

Roger Golay a toujours soutenu, par ses votes, l'éducation, la formation et la recherche qui sont notre avenir, ainsi que notre agriculture qui est l'essence même de la nation. Il défend également une économie dynamique afin d'assurer un social efficace. Il a réussi à faire passer plusieurs de ses projets au Parlement.

Présence essentielle pour Genève

Pour le MCG, il est important d'avoir un relais sous la Coupole pour la continuité des affaires traitées à Genève, tant sur le plan cantonal que municipal. Dans notre dernier journal, le conseiller d'Etat MCG Mauro Poggia avait relevé l'importance du tandem qu'il forme avec Roger Golay.



D'autre part, il n'a fait aucune concession face à la toute-puissance des lobbys à Berne. Roger Golay a voté avec conviction dans l'intérêt général. Pour lui, il est essentiel d'augmenter la présence du MCG à Berne afin de porter avec détermination les préoccupations des Genevois sous la Coupole fédérale.

C'est pourquoi nous appelons les électeurs à voter compacte la liste MCG.

Journal «Le Citoyen»,
organe du MCG. **Responsable:**
Francisco Valentin, président.

Rédacteur:
François Baertschi.
MCG, case postale 155, 1211 Genève.

MCG: ni à gauche, ni à droite et hors des scandales

Election au Conseil des Etats

François Bärtschi un citoyen intègre à Berne

Carougeois de naissance, originaire de Sumiswald dans l'Emmental bernois, il a fait toutes ses écoles à Genève, avant d'entamer une carrière de journaliste. Il a travaillé notamment au journal «La Suisse», au «Matin» puis au GHI pendant près de vingt ans.

Il s'est engagé en politique en 2009 où il devient secrétaire général du MCG et attaché parlementaire pour le groupe du Grand Conseil. Occupant toujours cette première fonction et, depuis 2013, il est député au Grand Conseil où il siège aux commissions des Finances, des Travaux et Judiciaire-Police.

En outre, il s'est occupé depuis près de trente ans de la défense des assurés maladie, pendant de nombreuses années avec Mauro Poggia.

Le combat pour les assurés

Il a donc de larges connaissances dans ce domaine. Par son expérience politique et son engagement associatif, sa présence à Berne serait un grand atout pour défendre les intérêts des Genevois.

En tant que secrétaire général, il a eu l'occasion de se rendre à plusieurs reprises au Palais fédéral où il a eu l'occasion de s'initier au fonctionnement du Parlement.

En raison de toutes ses qualités, le MCG propose un candidat de valeur qui est digne pour représenter Genève à la Chambre des cantons.

C'est pourquoi il mérite votre soutien.

D'ores et déjà, nous vous remercions de votre confiance.



**Le MCG ne reçoit pas
ses ordres des lobbyistes**
**Soutenez-nous
pour les élections fédérales**

**Votez MCG pour
des candidats intègres!**





Pétition au Grand Conseil Genevois

Du travail pour les résidents genevois ! Aidons-les à se former !

Arrêtons de défavoriser les travailleuses et travailleurs habitant le canton de Genève !

Proposons aux habitants de notre canton des possibilités de formation continue adaptées !

Constat : les habitants de notre canton peinent de plus en plus à trouver du travail, alors que dans le même temps, l'État continue d'octroyer des faveurs en distribuant des permis de travail de type permis G, à des personnes n'ayant aucun lien avec Genève. L'État va même jusqu'à subventionner des formations accélérées à des non-résidents du canton, alors que la plupart des femmes Genevoises qui ont choisi d'interrompre leur vie professionnelle pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants, ne bénéficient d'aucune mesure de formation leur permettant de réintégrer rapidement le marché du travail, une fois les enfants devenus plus autonome. Ainsi, à moins de se replonger dans une formation qui s'étale sur 3 ans, rien n'est fait pour favoriser la population locale, dont une bonne partie se retrouve donc ainsi ostracisée. La situation actuelle, tout comme la hausse du nombre de travailleurs titulaires de permis G, semble ne susciter que de l'indifférence de la part de la classe politique, nonobstant les risques qui pèsent sur l'avenir de la population Genevoise dans son ensemble.

Nous demandons :

- la mise en place de formations courtes (une année maximum) et diplômantes, en particulier pour les mères de famille qui ont interrompu leur vie professionnelle et qui souhaitent retrouver un emploi;
- pour nos jeunes diplômés, une aide de l'État et de ses institutions pour leur confier un premier emploi dans l'année qui suit la fin de leurs études;
- un renforcement des subventions en matière de formations;
- un durcissement des conditions de délivrances des permis G, en tenant enfin compte des besoins réels de l'économie genevoise.

Nom	Prénom	Adresse	Signature

A retourner à l'adresse suivante : MCG, case postale 155, 1211 Genève 13

Un hold-up démocratique

La nouvelle initiative sur l'immigration devra rétablir la volonté populaire qui a été bafouée

Vous trouverez ci-dessous la déclaration de Roger Golay, au Conseil national, sur l'initiative pour une immigration modérée», qui sera soumise au Peuple probablement l'année prochaine.

L'initiative pour une immigration modérée est soutenue pleinement par le Mouvement Citoyens Genevois. D'ailleurs, j'ai l'honneur d'être membre du comité d'initiative.

Comme vous le savez, une grande partie de la population a été fortement déçue du hold-up démocratique qui a été commis suite à la décision populaire relative à l'initiative contre l'immigration de masse.

Des mesurette

Oui, le Parlement a trompé et volé le Peuple dans sa volonté exprimée dans les urnes en 2014. En effet, les Suisses avaient accepté l'initiative contre l'immigration de masse. Par cet acte politique, ils voulaient limiter l'immigration excessive, notamment en ce qui concerne les frontaliers à Genève et dans les autres cantons proches de la frontière. En réponse à cette décision démocratique, les Chambres fédérales n'ont pas eu le courage de répondre clairement aux attentes de la population et n'ont édicté que des « mesurette » qui se sont révélées, comme prévu, totalement inefficaces.

Le Parlement a été nul sur ce sujet alors qu'il est, rappelons-le, une délégation de la suprême autorité du Peuple. Il a préféré entendre les milieux économiques et pro-européens, plutôt que de mettre en œuvre efficacement la politique exigée par le Souverain.

Hausse des frontaliers

Le résultat de cette nullité parlementaire fait qu'aujourd'hui nous constatons une hausse continue de l'immigration incontrôlée et en particulier des travailleurs frontaliers. Cette dernière catégorie a fortement augmenté à la fin du deuxième trimestre 2019 avec une

hausse de 2,4% par rapport à la même période de 2018. De plus, notre démographie qui s'approche inéluctablement des 10 millions d'habitants aura des conséquences très négatives sur notre qualité de vie, qu'il s'agisse de nos infrastructures publiques qui sont saturées en bien des domaines, mettant en difficultés nos finances, notre système social, nos emplois, le logement ainsi que les équilibres environnementaux.

Renégocier avec l'Union européenne

Aujourd'hui, 116'000 citoyens ont signé l'initiative « Pour une immigration modérée », ce qui démontre la préoccupation qu'a une grande partie du Peuple sur cette question qui n'est de loin pas résolue.



Cette nouvelle initiative demande de renégocier avec l'Union européenne les conditions de la libre circulation des personnes, afin que la Suisse puisse reprendre son souffle. Il est primordial que nos concitoyens puissent avoir des conditions d'existence favorables sans supporter une pression migratoire incontrôlée. La Suisse doit reprendre sa souveraineté dans sa gestion des mouvements démographiques.

La Suisse ne peut plus se permettre de laisser l'Union européenne grignoter indéfiniment notre indépendance au moyen de pressions insidieuses et continuelles, émises par les technocrates de Bruxelles. En somme, nous devons reprendre en mains notre destin sans être sous la tutelle d'une structure européenne qui dysfonctionne gravement.

Le Mouvement Citoyens Genevois ne peut

plus accepter ces hausses de frontaliers qui ruinent les perspectives d'avenir de nombreux jeunes et moins jeunes, laissés au bord de la route faute de trouver un emploi. Certains patrons ont utilisé la libre circulation de personnes pour faire de la sous-enchère salariale, au détriment de nos résidents. Pourtant, ils ont été favorisés par une baisse de la fiscalité des entreprises, au travers de la nouvelle Réforme Fiscale et Financement de l'AVS – RFFA –, qui aurait dû leur permettre d'avoir un sens beaucoup plus civique en engageant davantage de compétences locales.

La politique de l'autruche

Il n'est pas acceptable d'avoir 323'000 frontaliers en Suisse, avec 106'000 personnes au chômage en 2018, sans compter les demandeurs d'emploi non répertoriés dans les statistiques. Nous ne comprenons pas pourquoi le Conseil fédéral et le Parlement continuent à mener la politique de l'autruche, en défaveur des plus exposés de notre population. D'autant plus que la majorité des frontaliers, selon une enquête du canton de Genève, n'ont pas de formation professionnelle et que les postes qu'ils occupent pourraient être attribués à nos habitants.

C'est pourquoi le MCG, qui est proche des citoyens, soutiendra pleinement cette initiative afin de stopper l'afflux des frontaliers pour redonner un espoir à des milliers de personnes afin qu'ils puissent envisager d'entrer dans le monde du travail ou de ne pas être exclu au profit de nouveaux frontaliers.

Vous l'aurez compris, le Mouvement Citoyens Genevois défend prioritairement les résidents de notre pays avant les intérêts particuliers de quelques personnes qui n'ont que le profit en tête.

C'est pourquoi j'appelle déjà la population suisse à soutenir cette initiative.

Nos candidats aux parcours intéressants

Francisco VALENTIN

Après avoir exercé sa profession de bijoutier-joaillier, Francisco Valentin est entré comme administratif à la police genevois. Très attaché à sa commune de Plan-les-Ouates, il a été élu au Conseil municipal qu'il a présidé. Il est également député suppléant au Grand Conseil. En mars 2019, il a été élu président du Mouvement Citoyens Genevois



Françoise SAPIN

Elle est titulaire de la maîtrise d'expert en finances et controlling et du diplôme fédéral d'expert-comptable et est agréée ASR. Elle dirige sa propre fiduciaire. Conseillère municipale à Meyrin de 2015 à 2018, elle est actuellement députée au Grand Conseil.



Thierry CERUTTI

Gendarme de profession, Thierry Cerutti a été maire de la commune de Vernier, à laquelle il est très attaché. Depuis 2005 il siège également comme député au Grand Conseil.



Ana ROCH

Présidente d'un club de football aux Avanchets, Ana Roch s'est d'abord engagée comme conseillère municipale à Vernier. Depuis 2013, elle est députée au Grand Conseil. Professionnellement, elle exerce la fonction d'administratrice d'une PME familiale, très active dans les associations et en particulier les clubs de football verniolans.



Daniel SORMANNI

Conseiller municipal en Ville de Genève et président de la Fondation du logement social municipal, Daniel Sormanni s'est beaucoup investi dans les activités politiques. Il est également député au Grand Conseil et exerce en indépendant l'activité d'ingénieur en sécurité incendie.



Christian STEINER

Ayant débuté sa carrière professionnelle comme mécanicien, Christian Steiner est devenu pilote de ligne. Il a exercé la fonction de commandant de bord pour la compagnie suisse Crossair. Suite à la crise économique des années 90, il s'est dirigé vers la profession de conseiller en réadaptation professionnelle pour l'assurance-invalidité. Il connaît très bien le domaine des assurances sociales.



Gabriela SONDEREGGER

Après une maturité latine, Gabriela Sonderegger a débuté sa carrière professionnelle chez Swissair. Elle a traversé tous les remous de notre regrettée compagnie nationale. Aujourd'hui, elle travaille toujours dans le domaine du transport aérien. Gabriela Sonderegger a été élue au Conseil municipal de Carouge qu'elle a présidé en 2017-2018.



Conseil national: l'heure de la grande lessive

Il est surprenant de voir qu'un grand nombre de candidats pour les élections fédérales, à l'occasion des débats publics, s'attaquent aux primes d'assurance maladie excessives, alors que leurs partis sont main dans la main avec le lobby des caisses-maladie. Ce qui est le plus marquant et risible - si l'on peut encore rire d'un sujet aussi dramatique pour de nombreux Suisses - c'est le double discours tenu pour endormir la population par des partis centristes (toujours moralisateurs

et donneurs de leçons) comme le PDC, le PBD ou les Verts libéraux. En effet, certains de leurs parlementaires à Berne siègent dans un groupe de réflexion grassement payé (2500 francs la séance) par une grande caisse-maladie. Sans compter, pour d'autres parlementaires, les sommes importantes qu'ils touchent dans les conseils d'administration.

Il est temps de sanctionner ces partis qui se moquent de leurs électeurs.

Avec le MCG pas de double discours !

Le programme en 9 points du MCG pour Berne

1. Assurance-maladie : nous voulons savoir où passe l'argent des Genevois !

Les budgets des ménages sont sinistrés, en raison des primes insupportables de l'assurance-maladie. Le MCG a été l'un des premiers partis de Suisse à dénoncer la hausse des primes maladie. Nous nous engageons de poursuivre notre travail en priorité pour savoir où disparaît l'argent des Genevois ! Cette transparence est essentielle pour sortir de l'impasse.

2. Emploi : nos compétences locales doivent être prioritaires

Suite à l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse, la Confédération a mis en place des mesures trompeuses et inefficaces au mépris de la volonté populaire. Il faut agir au plus vite. La hausse du nombre des travailleurs frontaliers prouve que rien ne se fera sans des mesures fortes de l'Etat.

3. Des prestations améliorées pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans

Certains veulent prolonger l'âge de la retraite mais nos chômeurs, à partir de 50 ans, sont défavorisés sur le marché de l'emploi. La Confédération doit mettre en place des mesures fortes pour ces personnes qui sont souvent réduites à l'aide sociale.

4. Réchauffement climatique : imposer la Suisse comme pivot des négociations

Toute mesure efficace et supportable visant à préserver notre Planète pour les générations futures doit être soutenue et la Suisse doit être à la tête des initiatives internationales en ce domaine. Il est impératif de favoriser la consommation de produits locaux.

5. Améliorer la mobilité par l'autonomie cantonale

Une autonomie cantonale doit être reconnue pour réglementer les flux de véhicules sur leurs territoires. Ainsi, Genève doit pouvoir décider librement de sa politique en

instaurant pour les pendulaires frontaliers qui négligent les transports publics une taxe « pollueurs-payeurs ».

6. Pas d'accord cadre avec l'Union européenne sans respect de la démocratie directe

Si accord cadre il y a entre l'Union européenne et la Suisse, il doit impérativement préserver notre démocratie directe et empêcher l'application directe en Suisse de décisions prises unilatéralement à Bruxelles. Nous refusons toute atteinte à la souveraineté de notre pays, en particulier pour la sécurité alimentaire (viande aux hormones), les questions économiques et sociales ainsi que l'emploi.

7. AVS et 2^e pilier: défendons les rentiers!

Actuellement, les rentes AVS de couple sont beaucoup trop basses. Le MCG est partisan d'une Individualisation de ces rentes qui permettrait d'établir une équité et correspond à notre société actuelle.

Il convient également de réformer en profondeur le 2^e pilier (prévoyance professionnelle), pour éviter que les taux imposés aux plus de 50 ans soient beaucoup trop élevés et donc dissuasifs pour les employeurs.

8. Taxons les robots !

Une taxe liée à la robotisation des entreprises doit être instaurée lorsque ce développement technologique implique la suppression d'emplois.

9. Des frontières mieux surveillées

Genève doit bénéficier de renforts significatifs de gardes-frontières aussi bien pour renforcer la sécurité de son territoire que pour assurer le respect strict des réglementations du commerce transfrontalier. Pour la défense de ce territoire, nous soutenons l'armée qui doit disposer de matériel performant à même de répondre aux défis actuels: terrorisme, menaces en relation avec la cybercriminalité, crises géopolitiques.



MCG
www.mcge.ch

Ensemble, soyons forts

Rejoignez le MCG

et ses 1400 membres

Vous en avez assez de la politique telle que les partis traditionnels la mènent aujourd'hui

Vous estimez qu'il faut rendre le pouvoir au Citoyen, donner la priorité aux résidents genevois

Vous voulez vous opposer aux trop nombreuses dérives de notre classe politique



Je désire devenir membre du MCG

Prénom:..... Nom:

Rue + No :

Code postal:..... Commune:.....

E-mail:

No de tél.:

Profession:Signature:

A retourner à: MCG case postale 155, 1211 Genève 13
info@mcge.ch - ccp 17-196320-3 - www.mcge.ch

**Séance
d'information pour
les personnes
intéressées par le
MCG (falcutatif).**

**à l'Hôtel Calvy
(salle de réunion)
Ruelle du Midi**

**samedi 12 octobre
de 16h à 18h**

Jean-Marie Voumard Président du Grand Conseil

Vous êtes le premier député MCG à accéder à la présidence du Grand Conseil. Quelle impression cela fait-il de se retrouver premier citoyen du canton?

Jean-Marie Voumard: A cette fonction, je suis chargé de gérer le Parlement genevois et me retrouve en contact avec de nombreuses personnalités locales et internationales, mais également des associations. C'est assez astreignant mais très passionnant.



Quel est votre parcours?

Jean-Marie Voumard: Originaire de Tramelan, dans le Jura bernois, j'ai quitté ce village pour entrer à la police cantonale genevoise où j'ai passé une carrière de plus de trente ans. Entré au MCG en 2006, j'ai été élu député en 2009, fonction que j'exerce bien évidemment encore.

Le football est l'une de vos grandes passions. Avez-vous encore le temps de jouer?

Jean-Marie Voumard: Effectivement, je ne dispose pas de beaucoup de temps et je dois tenir compte de mon âge. Mais je participe encore, avec l'équipe du Grand Conseil comprenant tous les partis politiques, aux divers matchs qui me sont proposés. C'est une équipe soudée qui ne parle pas de politique mais qui permet d'excellents contacts hors de l'hémicycle.

Tous les partis repoussent les Genevois !

Les Projets de loi et motions du MCG demandant une préférence cantonale pour les résidents genevois ont été refusés par les partis PDC, PLR, Ensemble à Gauche, PS et Verts. L'avenir des entreprises et des travailleurs locaux ne les intéresse pas.

De manière pathétique, les partis de droite et de gauche ont refusé catégoriquement, vendredi 13 septembre, les projets de loi du MCG demandant l'engagement prioritaire de résidents genevois (PL 11982 et 12047) ainsi que la motion proposant une préférence cantonale pour les PME genevoises (M 2343). Pour le MCG il est essentiel que les habitants de notre canton puissent accéder au marché de l'emploi et ne soient pas discriminés. Trop de personnes de tous âges galèrent à Genève, ce qui est insupportable. Il est tout aussi important que les entreprises locales soient prioritaires dans l'attribution des

marchés publics, au moment où vient d'éclater le scandale d'En-Chardon (une entreprise étrangère qui travaille pour le dépôt des TPG en sous-payant ses employés, concurrençant ainsi de manière scandaleuse les sociétés locales).

Cela ne peut plus continuer. L'arrogance des partis de droite et de gauche devient aujourd'hui insupportable.

Si vous trouvez inadmissible que les partis politiques traditionnels soient indifférents au fait que des milliers de Genevois se retrouvent en difficultés par cette attitude d'abandon, nous vous demandons de marquer votre insatisfaction par un vote sanction !

**Priorité
aux Genevois**

Notre mascotte!

Le MCG défend l'écureuil roux symbole de la nature genevoise menacée

Le Mouvement Citoyens Genevois, attaché à la protection de la nature genevoise, dépose une motion afin de protéger l'écureuil roux.

Notre cadre naturelle et la diversité des espèces qui peuplent notre canton sont de première importance pour le MCG qui a déposé une motion afin de préserver notre faune locale et en particulier les écureuils roux. Ceux-ci sont menacés par l'arrivée massive de l'écureuil gris d'origine nord-américaine. Notre patrimoine mérite d'être protégé face aux dérives de la mondialisation qui s'insinue même au niveau de la faune naturelle locale.

C'est pourquoi l'écureuil roux est la mascotte du MCG. Vous le retrouverez sur les stands que nous tiendrons dans le cadre de la campagne aux élections fédérales.



Dessin de Daniel-Dany Pastore, CM Ville de Genève

Une habitante des Trois-Chênes nous écrit

Voyant le stand MCG avec notre mascotte, l'écureuil roux, une habitante des Trois-Chênes (Chêne-Bougeries, Chêne-Bourg, Thônex) nous a donné le texte suivant, signé «Queneroux», dont nous publions un court extrait: «Bonjour, je m'appelle Queneroux, je fais partie d'une lignée d'écureuils roux qui se sont installés aux Trois-Chênes, pour le calme de la région et surtout pour les glands qui tombaient des chênes! A l'époque où mes ancêtres ont pris leurs pénates dans cette région tout était différent: il n'y avait pas de grands bâtiments. Que de magnifiques propriétés à Chêne-Bougeries, de grands fermes sur Thônex et à Chêne-Bourg, plusieurs usines où nous nous régaliions en mangeant les «mal formés», comme ils disaient. (...)

Mes ancêtres et moi ont été très heureux de vivre dans ces Trois-Chênes et j'espère que mes descendants le seront aussi.»

Que cette habitante soit rassurée, le MCG est déterminé à s'engager pour que soit géré avec intelligence l'avenir de Genève!

Le MCG actif dans les communes



Présent dans les plus grandes communes du canton, le Mouvement Citoyens Genevois défend au quotidien les habitants de notre canton, avec détermination, droiture. Nous ne faisons aucune concession sur l'intégrité des personnes qui nous représentent et veillons à ce qu'ils tiennent leurs engagements. Vous trouverez dans ces deux pages un très rapide survol de cer-

taines de nos activités dans les communes genevoises. Sous le blason du MCG, nous défendons avec patience et détermination les habitants de notre canton, malgré les difficultés innombrables qui nous sont opposées. Mais nous savons que nous pouvons compter sur vous et vous remercions de votre soutien.

Polices municipales Il faut impérativement une réforme du système



La Cour des comptes a rendu en juin 2019 un rapport accablant sur le dispositif de police de proximité qui recouvre les polices municipales et la police cantonale.

Nous découvrons qu'il y a des doublons très coûteux (millions de francs) entre les polices municipales et la police cantonale. Pire, les habitants sont défendus de manière inégale selon les communes. C'est le résultat calamiteux de la nouvelle loi sur la police (Lpol) contre laquelle le MCG avait

lancé un référendum. Les policiers municipaux de certaines communes (Ville de Genève notamment) sont payés 25% de moins, ils n'ont pas droit au brevet. Le conseiller d'Etat MCG Mauro Poggia a exprimé l'intention de réformer en douceur ce système qui, de toute évidence, dysfonctionne.

Le MCG sera là pour soutenir les policiers municipaux mais surtout les habitants, premières victimes d'un système qui ne fonctionne pas convenablement.

Le MCG défend les patrouilleuses scolaires

Les patrouilleuses scolaires ont une fonction essentielle dans les communes genevoises. Elles veillent sur la sécurité des écoliers dans nos rues et, par leur présence, assument également une fonction de proximité importante.

Pas de privatisation!

Le MCG, inquiet de voir des projets de privatisation déposés en douce, a déposé une motion au Grand Conseil qui a été approuvée. Ce fut également le cas au Conseil municipal de la Ville.

Le MCG estime que les patrouilleuses scolaires doivent



voir leur statut revalorisé. Ce n'est que justice. Certaines communes, notamment la Ville de Genève, n'ont pas fait un effort suffisant en ce sens. Le MCG s'efforcera de les soutenir au maximum.

Ville de Genève

Conseil administratif: stop aux retraites à vie !

Le Mouvement Citoyens Genevois a déposé une délibération pour mettre fin à ce système abusif payé sur le dos des contribuables.

Le MCG s'est, de longue date, prononcé contre les rentes à vie que perçoivent de manière anachronique les conseillers administratifs de la Ville et les conseillers d'Etat.

C'est ainsi que nous sommes choqués par le procédé du Conseil administratif proposant la conservation de cette rente à vie pour les actuels titulaires, qui se sont illustrés au travers de différents scandales.

Tour de passe-passe

C'est un tour de passe-passe pas très glorieux que nous dénonçons. Les actuels conseillers administratifs devraient d'eux-mêmes renoncer à cette rente qu'ils ne méritent pas.

Le MCG a déposé un projet de délibération (premier signataire : Thomas Zogg, conseiller municipal MCG) pour demander la suppression

immédiate et définitive des rentes à vie des conseillers administratifs de la Ville. L'urgence de ce texte a été refusée par une majorité de gauche et du PDC. Avec détermination, nous continuerons à demander cette suppression de la retraite à vie pour tous les conseillers administratifs sans exception.

Privilèges d'un autre temps

Rappelons que le MCG a également été le premier groupe parlementaire à demander la suppression des rentes à vie pour le Conseil d'Etat au travers d'un projet de loi déposé au Grand Conseil.

Alors que de nombreux retraités n'ont pas de retraites décentes, ces privilèges sont d'un autre temps et il convient de les supprimer.



Conseil municipal: la Ville doit arrêter d'être faible envers les dealers de drogue!

Le groupe MCG au Conseil municipal de la Ville de Genève a déposé une motion pour demander au Conseil administratif d'agir enfin.

Les habitants de nombreux quartiers de la Ville de Genève – Coulouvrenière, Jonction, Seujet, Plainpalais, Saint-Jean notamment – n'en peuvent plus de la présence pénible des dealers dans nos rues. Des pétitions et textes parlementaires ont été déposés.

Les simples constats ne sont plus suffisants, il convient maintenant d'agir en faisant bien évidemment toute la lumière mais aussi en intervenant directement auprès de l'Usine, centre qui entretient une relation trop bienveillante envers les dealers circulant dans

ces quartiers. Ce texte municipal a été déposé en parallèle de la motion du groupe MCG au Grand Conseil demandant que l'autorité municipale mette des conditions au subventionnement de l'«Usine», c'est-à-dire la fin de toute complaisance envers les trafiquants de drogue.

L'urgence a été demandée, au Conseil municipal, pour cette motion. Ensemble A Gauche, les Socialistes, les Verts et le PDC l'ont refusée. On remarque ainsi que pour ces partis la sécurité des habitants n'est pas importante et ne mérite pas l'urgence.

Arbres en ville: stop au massacre

Après les superbes arbres de Plainpalais, ceux des Allières et d'autres endroits de la Ville de Genève et du canton, nous constatons que notre patrimoine naturel ne reçoit pas l'attention qu'il mérite.

Trop souvent notre espace naturel est remplacé par des bureaux vides qui ne servent à rien: 300'000 mètres carrés.

Le MCG s'est résolument opposé au plan directeur 2030 qui nous conduit dans la mauvaise direction. L'aménagement du canton doit être revu: davantage de nature, davantage de logements, davantage d'emplois pour les résidents genevois. Défendons l'intérêt général!



Votez MCG pour davantage d'élus intègres !

Combines

Assurance-maladie

Scandales

Magouilles

Lobbies

Vous en avez marre

Votez MCG

Liste n° 19



Roger GOLAY



François BÄRTSCHI



Francisco VALENTIN



Françoise SAPIN



Thierry CERUTTI



Ana ROCH



Daniel SORMANNI



Gabriela SONDEREGGER



Christian STEINER